

Crise : que la neige tombe !
De la monnaie à la dette et à la crise, il n'y a qu'un pas :
pas de côté, pas glissant, ou pas sage... ?

Jean-Marie Harribey

6 février 2012

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2012/02/06/crise-que-la-neige-tombe>

Comme la crise n'en finit pas de finir, et que des citoyens engagés de plus en plus nombreux s'interrogent sur son origine et sa nature, sur le rôle des banques, sur la responsabilité des politiques néolibérales, sur l'austérité obligée, etc., nombreuses sont les questions qui émergent pour séparer l'information de l'intoxication, le vrai du faux, l'analyse rigoureuse de l'idéologie. Conscientes que le discours des experts officiels et de la plupart des grands médias est celui des « nouveaux chiens de garde », des voix s'élèvent pour proposer des approches différentes et prennent des initiatives d'expositions pédagogiques sous forme de vidéos, de textes, de sketches, de parodies... Et beaucoup de ceux qui animent des associations d'éducation populaire participent à ces expérimentations ou sont interrogés sur leur pertinence. Voici quelques-unes des questions qui sont souvent soulevées et sur lesquelles circulent des choses plus ou moins exactes ou qui font l'objet de controverses.¹

Sur la dette et la création de monnaie

1) On entend souvent dire qu'on a remboursé x fois notre dette publique, ou bien que les intérêts qu'on a versés représentent 80 % de notre dette.

Ces comparaisons n'ont pas de sens parce qu'elles confondent les notions de flux et de stock. Ainsi, la dette actuelle ne représente pas la totalité des emprunts depuis 30, 100 ou 1000 ans, elle ne représente que les emprunts en cours. Le cumul des intérêts versés pendant une période ne pourrait être mis en regard que de tous les emprunts contractés au cours de la même période, mais surtout pas comparé au stock de la dette actuelle.

2) La dette serait-elle moindre si on avait payé moins d'intérêts, et emprunte-t-on pour payer les intérêts des emprunts passés ?

Ainsi, le montage vidéo « Comprendre la dette publique (en quelques minutes) »² établit un lien entre la somme de tous les intérêts versés depuis 1973 au titre de la dette publique (1400 Mds d'euros) et l'augmentation de la dette durant la même période (1350 Mds), et il conclut que « ce qui fait grossir la dette, ce sont tout simplement les intérêts de cette même dette ».

Ces affirmations sont directement inspirées des erreurs précédentes. Les administrations publiques ont un déficit primaire (différence entre les impôts et les dépenses publiques hors charges d'intérêts) lorsque les recettes fiscales sont insuffisantes (baisse des impôts des riches

¹ Ce qui suit vient en complément de trois textes récents : J.M. Harribey, « Le mystère de la chambre forte », *in* Attac, *Le piège de la dette publique, Comment s'en sortir ?*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2011, p. 161-188, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/monnaie/chambre-forte.pdf> ; « De la création monétaire et des décisions arrêtées lors du sommet européen des 8-9 décembre 2011 », <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2011/12/12/de-la-creation-monetaire-et-des-decisions-arretees-lors-du-sommet-europeen-des-8-9-decembre-2011/#more-247> ; « Nouveau retour sur la création monétaire : Keynes ou Hayek, il faut choisir », <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2011/12/21/nouveau-retour-sur-la-creation-monetaire-keynes-ou-hayek-il-faut-choisir>.

² <http://www.youtube.com/watch?v=ZE8xBzcLYRs>.

ou récession économique), ce qui oblige à emprunter sur les marchés financiers faute de pouvoir recourir à la banque centrale. Alors, le déficit public global va augmenter avec la charge d'intérêts, mais il ne faut pas imputer l'endettement aux intérêts. Il y a là une illusion d'optique qui finit par aboutir à une idée fautive selon laquelle on emprunterait pour payer les intérêts, lesquels sont la conséquence de l'emprunt et non sa cause.

C'est ainsi que la vidéo « Comprendre la dette publique (en quelques minutes) » affirme : « Une grande partie des pays de la planète baignent dans le même bain : à devoir faire des emprunts et payer des intérêts pour faire fonctionner leur économie. Pour rembourser ces emprunts et ces intérêts, il faut faire d'autres emprunts plus importants qui amèneront d'autres intérêts plus importants aussi. On aboutit donc de cette manière à une dette qui se nourrit d'elle-même et grossit, grossit, grossit inévitablement. » C'est une illusion qui vient du fait que, évidemment, la charge d'intérêts va être inscrite au budget général de l'État, dont le solde déficitaire global s'accroît, obligeant à emprunter, etc.

La vidéo de Paul Grignon « L'argent dette »³ commet la même erreur : « Le seul endroit où les emprunteurs peuvent obtenir de l'argent pour payer les intérêts est l'ensemble des fonds de l'économie générale. Mais presque tous ces fonds ont été créés de la même façon, à partir de crédit bancaire. Donc, partout il y a des emprunteurs qui se trouvent dans la même situation : ils cherchent désespérément l'argent pour rembourser le principal et les intérêts dans une réserve globale d'agent qui ne contient que le principal. Il est tout à fait impossible pour tout le monde de payer le principal plus les intérêts car l'argent des intérêts n'existe pas ». Grignon conclut à un engrenage de crédits perpétuel pour payer les intérêts. Il ne comprend pas que l'intérêt est un prélèvement sur la plus-value engendrée par le travail.

Si, par malheur, le taux de croissance des recettes fiscales est faible, voire négatif, à cause d'un taux de croissance économique faible, nul ou négatif, tandis que les dépenses publiques sont moins compressibles, et que le taux d'intérêt lui devient supérieur, un « effet boule de neige » entraînant l'augmentation de l'endettement public s'enclenche. Mais il ne faut pas confondre cause et conséquence, même si la conséquence donne l'impression de se transformer en cause, la cause première restant toujours le manque de recettes fiscales en regard des dépenses, qu'il provienne d'une décision politique délibérée en terme de cadeaux fiscaux ou d'un phénomène subi dû à la crise. Les raisons principales de l'illégitimité d'une grande partie de la dette publique résident dans les cadeaux fiscaux faits aux riches bénéficiaires ensuite de la rente financière et dans la crise que ces rentiers et les institutions financières qui les servent ont provoquée.

3) Les banques commerciales sont-elles seules à créer de la monnaie scripturale, en France depuis 1973 ?

Cette nouvelle affirmation est fautive. D'une part, le crédit accordé sous forme scripturale s'est généralisé bien avant 1973 et, déjà, l'État français, bien que pouvant faire appel à la Banque de France, empruntait aussi sur les marchés financiers. Après 1973, afin de favoriser le développement d'un marché privé des titres publics, l'obligation pour l'État de s'adresser aux marchés s'est imposée. D'autre part, les banques centrales, qui ont le monopole de l'émission de billets, émettent aussi de la monnaie scripturale en refinançant les banques ordinaires, en convertissant des devises étrangères, ou en contrepartie des avances à l'État là où c'est possible comme aux États-Unis ou au Royaume-Uni.

L'auteur de la vidéo « Comprendre la dette publique (en quelques minutes) », propose de « limiter le pouvoir de création monétaire aux seules banques centrales » parce que « c'est le seul moyen d'obtenir un système monétaire qui n'auto-alimentera pas sa propre dette ». Mais il ne comprend pas que lorsqu'une banque centrale accorde un crédit, quel qu'en soit l'agent bénéficiaire, elle possède une créance sur lui, lequel a donc contracté une dette. Le

³ <http://vimeo.com/1711304> .

mécanisme du crédit et de la création monétaire est identique, qu'il soit mis en branle par une institution publique ou une institution privée. L'analyse de l'intérêt relève d'une autre problématique (voir plus loin).

Au final, ces visions ignorent que toute monnaie qui circule (fiduciaire ou scripturale) figure au passif de la banque centrale ou à celui des banques, c'est-à-dire signifie un engagement du système bancaire à honorer tout ordre de paiement à hauteur des sommes inscrites à ces passifs. À l'actif des banques figurent les créances et les actifs de toutes sortes qu'elles détiennent. En bref, il n'y a pas à s'offusquer que la monnaie soit toujours le signe d'engagements, de dettes donc, l'important étant de savoir à quelles occasions et pour quelles finalités, la monnaie a été émise.

4) Les dépôts effectués par les ménages et les entreprises dans les banques engendrent-ils les crédits ?

Cette assertion est donnée dans la vidéo « L'argent dette »⁴, mais elle se rencontre heureusement de moins en moins fréquemment car l'enseignement de l'idée inverse a progressé, à savoir que les crédits font les dépôts. Il reste tout de même des traces de cette erreur dans l'idée que les banques multiplient le montant des dépôts qu'elles ont reçus pour accorder des crédits (6 fois supérieurs, nous dit la vidéo « Comprendre la dette publique (en quelques minutes) ». Cette idée du « multiplicateur monétaire » renvoie à une conception de la monnaie dite exogène dans une économie de marchés financiers où les banques n'accordent des crédits que si elles disposent préalablement de monnaie centrale. À cette vision s'oppose celle de la monnaie dite endogène : c'est la demande de monnaie par les agents économiques (ménages, entreprises, État) qui détermine la quantité de monnaie qui circulera via le crédit qu'accorde le système bancaire ; la banque centrale fixe alors le taux d'intérêt directeur qui influencera celui auquel les banques répondront à la demande des agents. (voir plus loin).

5) Faut-il ajouter la dette écologique à la dette financière ?

Ces deux phénomènes sont incommensurables entre eux, puisque la dette écologique accumulée par les pays capitalistes du Nord à l'égard du Sud et à l'égard de l'humanité entière ne peut être mesurée monétairement.⁵ La compensation qu'il faudrait organiser pourrait prendre partiellement la forme d'une aide financière mais ne serait jamais à la hauteur tant qu'on l'envisage quantitativement. La compensation principale sera d'ordre qualitatif, en termes d'échanges libres de savoirs, de connaissances et de techniques. C'est pourquoi la position de certains écologistes, croyant bien faire en mélangeant dette financière et dette écologique est contestable. D'une autre manière, la position de Jean-Luc Mélenchon déclarant sur France Inter qu'il ne fallait pas transférer de technologie⁶ vers le Sud est incompatible avec l'émergence d'un nouveau mode de développement.

6) Est-il pertinent de se référer au PIB ?

Notre ami et voisin de blog Jean Gadrey a soutenu que mettre en rapport le déficit public et la dette publique avec le PIB nous enfermait dans la logique du PIB en lui faisant jouer un rôle excessif. Michel Husson lui a répondu que cette critique n'avait pas grand sens. En effet, constater que, pour une structure de la fiscalité donnée, les recettes fiscales diminuent si le PIB décroît, ne constitue en rien une sacralisation du PIB ni même une sacralisation de sa croissance. Précisons que dire cela ne justifie pas les taux d'intérêt

⁴ Cette assertion alterne dans la vidéo avec l'idée inverse, donnant une présentation totalement contradictoire.

⁵ Voir J.M. Harribey, « La nature hors de prix », *Ecorev, Revue critique d'écologie politique*, n° 38, décembre 2011, p. 36-43, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/nature-hors-prix.pdf>.

⁶ Sur France Inter, le 1^{er} février, en réponse à une question sur la promesse de vente de 126 avions Rafale à l'Inde, qu'il considère comme bonne pour notre économie et notre pays.

usuraires et rappelons encore que si les taux d'intérêt étaient plus faibles, pour un même état de déficits publics obligeant à emprunter, le montant de la dette serait le même, la charge d'intérêts étant moindre.

Par ailleurs, présenter le mécanisme de création monétaire en lien avec la dynamique économique n'équivaut pas à faire le choix d'une croissance économique perpétuelle : une fois retrouvée la maîtrise de la création monétaire, il s'agira de définir démocratiquement les choix de développement social et écologique.

Sur les débats théoriques sous-jacents

1) Le bouclage macroéconomique du circuit par la création monétaire *versus* épargne préalable

Au niveau macroéconomique, l'accumulation du capital et, de manière générale, tout développement économique, exigent obligatoirement une création monétaire qui anticipe le surplus social qui sera produit. La raison est que le profit monétaire ne serait pas possible par la seule récupération par les entreprises des avances qu'elles ont faites, soit en salaires, soit en achats entre elles de biens de production.

En dernier ressort, c'est la banque centrale qui boucle le circuit économique, soit en refinançant les banques ordinaires qui ont nécessairement besoin d'une monnaie dite centrale au-dessus de leurs propres activités, soit en convertissant des devises, soit en contrepartie de l'intervention de l'État. Ce dernier point (avances à l'État) est particulièrement important dans une situation de récession, d'où le message keynésien pour que l'État pallie la carence du secteur privé.

La nécessaire création monétaire pour assurer le bouclage du circuit économique est le point qui permet de relier trois grands théoriciens du capitalisme : le système bancaire complet (banque centrale et banques) avance au système productif la monnaie nécessaire pour impulser la dynamique d'accumulation, dans laquelle les profits (contrepartie monétaire du surtravail pris aux travailleurs, Marx) vont se fixer à hauteur des dépenses d'investissement net (Keynes et Kalecki).⁷

Le raisonnement peut être généralisé à l'ensemble d'une économie qui comporte un pan de l'activité qui est non marchand. Le bouclage de l'ensemble de l'économie nécessite une avance monétaire, et celle nécessaire à l'activité non marchande est d'autant plus cruciale que la dépression s'est installée.

2) Qu'est ce que la monnaie endogène ?

Les keynésiens et post-keynésiens pensent que c'est la demande de monnaie par les agents économiques (ménages, entreprises, État) qui détermine la quantité de monnaie qui circulera via le crédit qu'accorde le système bancaire. La banque centrale fixe alors (de manière dite exogène) le taux d'intérêt directeur qui influencera celui auquel les banques répondront à la demande des agents. C'est la position totalement inverse des monétaristes (monnaie exogène et taux d'intérêt endogène : la banque centrale fixe la quantité de monnaie qui circule et le taux d'intérêt se détermine par confrontation avec la demande).

Dans une économie où le financement de l'investissement est assuré par le crédit bancaire (on parle d'économie d'endettement), les banques fonctionnent avec l'assurance que la banque centrale sera leur prêteur en dernier ressort. Au contraire, dans une économie de marchés financiers, les banques n'accordent des crédits que si elles disposent préalablement

⁷ Voir A. Barrère, « Signification générale du circuit : une interprétation », *Economies et Sociétés*, vol. XXIV, n° 2, Série M.P. n° 6, 1990, p. 9-34 ; P. Combemale, J.J. Quilès, *L'économie par le circuit : Comprendre la macroéconomie*, Paris, Nathan, 1990 ; L. Cordonnier, *L'économie des Toambapiks, Une fable qui n'a rien d'une fiction*, Paris, Raisons d'agir, 2010.

de monnaie centrale. Dans le premier cas, la banque centrale est dite passive, et dans le second, elle est dite active.

Une première conséquence de cette opposition porte sur l'inflation : pour les uns (monnaie exogène), l'augmentation de la masse monétaire est inflationniste ; pour les autres (monnaie endogène), l'inflation ne pourrait se déclencher que si on était au plein emploi des capacités de production, et dans une situation de sous-emploi, c'est la hausse des prix qui appellerait une demande de monnaie supplémentaire. Dans la vision de la monnaie endogène, on ne parlera pas de multiplicateur monétaire entre la base monétaire et les crédits mais de diviseur de crédit, rapportant la base monétaire à la masse monétaire.

La deuxième conséquence porte sur la politique économique car le type de financement de l'économie conditionne le type de politique. La vision monétariste casse l'inflation en fermant brutalement le robinet du crédit (politique initiée par la FED présidée par Volker en 1979). La vision post-keynésienne, si elle avait eu un rapport de forces en sa faveur, se serait attaquée à une répartition des revenus génératrice de tensions sociales se traduisant par la hausse des prix. Actuellement, la BCE pratique une politique monétaire qui se range derrière la vision monétariste parce qu'elle a fermé le robinet du crédit vers la production et l'a ouvert pour la spéculation.

La cohérence néoclassique s'affiche alors : une politique de l'offre pour les entreprises, c'est-à-dire sur le marché des biens et services, et une politique de l'offre sur ce que la théorie dominante considère comme le marché de la monnaie. Jamais cette théorie ne se pose la question de savoir où en est la demande de biens et services et s'il y aura une demande de monnaie lorsque la banque centrale aura accru son offre : les 489 milliards injectés par la BCE le mois dernier n'ont pas trouvé preneur dans l'économie.

Pour synthétiser l'aspect bouclage macroéconomique et l'aspect monnaie endogène, on peut dire que :

- la monnaie est créée pour la production : dans une économie monétaire de production, la monnaie est indispensable pour lancer le processus productif alors qu'elle ne sert à rien dans une économie de troc ;
- mais comme l'objectif capitaliste est de récupérer du profit monétaire, la production n'a pas d'autre objectif que de faire rentrer plus d'argent que le capital n'en a avancé ;
- d'où une dialectique qui peut être mortifère entre la monnaie désirée uniquement parce qu'elle est un actif liquide et la monnaie nécessaire pour initier le processus productif : on a là une des sources de l'opposition finance/production ; dit encore autrement, les néoclassiques n'incluent la monnaie dans leur raisonnement qu'au moment de l'échange, car il supposent que l'investissement productif sera déterminé par le stock d'épargne existant, alors que les keynésiens incluent la monnaie en amont, dès le moment de la production, l'investissement engendrant un flux d'activité supplémentaire générateur de revenu supplémentaire se répartissant en consommation supplémentaire et épargne supplémentaire, celle-ci s'ajustant *in fine* à l'investissement de départ ;
- la délégitimation des notions de création monétaire, de crédit et de dette par certaines présentations (notamment les vidéos sus-mentionnées) conduit implicitement vers les thèses libérales de l'épargne préalable, dont la plus extrême est celle de Hayek, ou bien renvoie aux thèses de Maurice Allais, adversaire de la monnaie de crédit ; le paradoxe est que nombre de vidéos se veulent critiques des pratiques bancaires mais ne font pas la différence entre les deux types de financement de l'économie.

3) La monnaie, l'argent et le capital

Marx est le premier économiste à rompre avec la vision classique de la dichotomie entre économie réelle et monnaie qui fait de celle-ci un simple voile, neutre par rapport à l'activité productive. Marx propose un cadre analytique autour de deux axes :

- le fétichisme de l'argent qui masque les rapports sociaux d'exploitation et d'aliénation : la plus-value produite par le travail pour le capital est répartie pour une part en accumulation, et pour une autre en dividendes et intérêts ;
- l'accumulation du capital conduit à la crise.

À ce titre, la crise actuelle est l'expression de la triple incapacité de la finance (triple I) :

- incapacité intrinsèque à créer de la richesse : le capital ne peut se valoriser tout seul ;
- incapacité d'aller au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la force de travail, c'est-à-dire de faire produire de la valeur en quantité suffisante pour être ensuite convertie en argent sur le marché ; la très forte détérioration de la part salariale dans la valeur ajoutée finit par bloquer la machine ; la relation entre dynamique économique et répartition est d'ailleurs un point commun entre Marx, Keynes et les post-keynésiens ;
- incapacité à faire reculer les limites de la planète.

Sans cette relation établie entre la valeur créée par le travail productif et sa transformation en argent-capital sur le marché, la crise ne pourrait être expliquée, car la valorisation mimétique des actifs financiers ne peut être infinie : la fiction s'évanouit lorsque le hiatus devient trop grand entre la capacité du système productif à produire de la valeur réelle et le capital fictif.

4) La monnaie, institution sociale

La monnaie ne peut pas être comprise si elle réduite à son aspect purement économique. Elle n'existe pas non plus seulement dans un cadre capitaliste. Elle est une institution sociale qui dépasse ce cadre.

Une vision anthropologique⁸ permet de voir que la monnaie est un médiateur social. En effet la monnaie éteint la dette économique mais elle transmet aussi les dettes sociales qui n'ont pas vocation à s'éteindre. Ainsi, les retraites collectives sont un lien entre les générations qui se transmettent de plein gré une dette sociale constitutive du vivre ensemble.

La monnaie est donc un bien privé, instrument d'accumulation reflétant des rapports sociaux, mais elle est aussi un bien public sans lesquels les échanges privés ne pourraient avoir lieu. Son caractère de bien public est validé par la puissance publique et par la production de richesses réelles.

Les deux aspects précédents sont niés par la vision dominante de la monnaie, le premier parce qu'il révèle le conflit de classes pour le partage de la richesse, le second parce qu'il porte en lui la potentialité d'une société non marchande et solidaire. Mais ces aspects sont également souvent ignorés par les vidéos à prétention pédagogique que j'ai visionnées.

La « violence de la monnaie », pour reprendre une expression de Michel Aglietta et André Orléan⁹, s'exprime aussi à travers les dits et les non-dits sur elle, dans une période où une autre violence, celle de la crise et des solutions néolibérales, s'approfondit chaque jour.

La nuit dernière, la neige est tombée sur le bordelais et ailleurs. Et, chaque fois que la ville et la campagne sont ainsi blanchies, l'agitation et la frénésie urbaine tombent, les

⁸ Voir J.M. Harribey, « Les conceptions de la monnaie », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/attachement/monnaie.pdf>, 2001.

⁹ M. Aglietta, A. Orléan, *La violence de la monnaie*, Paris, PUF, 1982.

voitures s'arrêtent, les gens se regardent différemment et commencent à se parler. Comme la crise n'est pas finie, pour commencer à y voir clair, que la neige tombe !